

Courrier Fédéral

N° 381

du 08.02.14 au 14.02.14

Fédération
des Travailleurs
de la Métallurgie CGT

ISSN 0152-3082

Encarts

Affiche «Jeunes»
Tract «Jeunes»



■ EDITORIAL

Construire un rapport de forces durable pour gagner

page 3

■ ACTUALITE

Obama déterminé à agir sur les inégalités
avec ou sans le congrès

page 2

■ POLITIQUE REVENDICATIVE

La place des jeunes dans la CGT
l'exemple du collectif d'Arcelor Mittal

page 4

■ LUTTES ET SUCCES

EADS

mobilisation record contre les suppressions de postes

page 5

■ INTERNATIONAL

2014, année internationale de solidarité
avec le peuple palestinien

pages 6 à 7

■ PUBLICITE

page 8

Courrier Fédéral
Fédération des Travailleurs
de la Métallurgie CGT
263 rue de Paris - case 433
93514 Montreuil cédex

Tél. 01.55.82.86.19
Fax : 01.55.82.86.53

<http://www.ftm-cgt.fr>
courriel : communication @ ftm-cgt.fr

Directeur de publication : Ph. Martinez
Rédactrice en chef : L. Buchheit
Rédactrice : M. Vergnol
Maquette : S. Bouzidi

Hebdomadaire,
Prix : 0,63 euro
Abonnement annuel :
29,61 euros

Commission paritaire
0418 S 06 474
Imprimé par nos soins

OBAMA DETERMINE A AGIR SUR LES INEGALITES AVEC OU SANS LE CONGRES

Le président des Etats Unis a souhaité faire augmenter le salaire horaire minimum de plus de 40% d'ici 2015. Et s'il en parlait avec notre président lors de leur prochaine rencontre ? Eric Moulin, conseiller fédéral

Un de nos proverbes définit assez bien la situation du jour, « *c'est toujours le cordonnier le plus mal chaussé* ».

En effet, au pays du capitalisme et du libéralisme roi, le Président américain vient de faire une annonce assez incroyable, qui va à l'encontre des politiques européennes qui nous sont actuellement imposées.

Parmi les mesures unilatérales que le dirigeant a annoncées, figure une augmentation du salaire horaire minimum pour les nouveaux contractuels de l'Etat Fédéral, à 10,10 dollars contre 7,25 dollars actuellement. Il a aussi exhorté le Congrès à étendre cette mesure à tous les employés. « *Donnez une augmentation à l'Amérique !* », s'est-il écrié.

Cette mesure toucherait environ 30 millions de salariés américains et grâce aux effets sur la demande intérieure, l'Université du Massachussette a calculé que le PIB augmenterait de 32,6 milliards de dollars et que cela créerait environ 140 000 nouveaux emplois.

Il faut quand même être bien assis pour lire ce type d'annonce, alors que chez nous, M. Hollande est plus soucieux de son image, dû à ses frasques amoureuses, que de prendre courageusement des décisions politiques pour redonner aux travailleurs français du pouvoir d'achat

permettant de vivre décemment et de relancer notre économie. Économie française, par ailleurs en décrépitude, saignée par le capital.

Au contraire, son analyse le conduit à mettre en œuvre un pacte de responsabilité en faveur des entreprises les plus riches bien évidemment. Il offre, depuis sa prise de fonction, des cadeaux financiers tout azimut au patronat, en espérant qu'il y aura un retour d'ascenseur de ces nouveaux amis du Medef. Nouveaux amis qu'ils condamneraient pourtant sans vergogne pendant sa campagne présidentielle.

A une époque pas si lointaine, sur une chaîne cryptée, une émission satirique raillait M. Jospin en le parodiant en « *Oui-Oui* ». Aujourd'hui, la France a son remplaçant incontestable dans le rôle, vous aurez deviné de qui il s'agit.

Alors certes, M. Obama n'est pas le modèle absolu d'orientation sociale à suivre, mais lui au moins, même si c'est à minima, tient ses engagements de campagne. Il a tenté, contre la fronde du Parti Républicain, de mettre en place une Sécurité Sociale pour les plus démunis. Et là, c'est lui encore qui propose une augmentation de salaire horaire pour les travailleurs des Etats Fédéraux de pratiquement 3 dollars.

M. Hollande, il serait plus opportun aujourd'hui, de lorgner sur les idées Outre-Atlantique que sur les idées rétrogrades et poussiéreuses d'Outre-Rhin.

Ne soyons pas dupes non plus, M. Obama n'a pas tourné le dos à Wall Street. Il a certainement retenu la leçon de la crise financière américaine et de ces effets sur l'économie de son pays. Il ne veut plus redonner un blanc seing aux requins de la finance pour espérer redresser l'économie américaine et créer des emplois. Il préfère visiblement compter sur ses propres idées politiques en la matière.

En février, le Président français sera reçu par M. Obama, gageons que celui-ci puisse lui prodiguer un petit cours sur sa vision sociale du moment et surtout comment cela peut être bénéfique pour inverser la courbe du chômage. En France, la courbe du chômage ne baisse que si on retourne le graphique à l'envers ! Alors, pourquoi ne pas se saisir de l'annonce de M. Obama d'augmenter les salaires des travailleurs des Etats Fédéraux pour, nous aussi, revendiquer des augmentations de salaires. Le slogan est tout trouvé pour l'occasion, et un, et deux, et trois euros d'augmentation horaire pour les salaires.



L'éditorial

Frédéric SANCHEZ,
secrétaire général adjoint de la Fédération



Construire un rapport de forces durable pour gagner

«*Je ne signerai jamais l'embauche de 100 salariés demain matin*». Voilà la réponse concrète de Pierre Gattaz au pacte de responsabilité du président Hollande qui promettait un donnant-donnant propre à relancer la machine économique. Il y a 30 ans, papa Gattaz, lui aussi «patron des patrons» avait promis 470 000 emplois contre l'abandon des contraintes fiscales et sociales. On comptait alors 2,2 millions de chômeurs, ils sont aujourd'hui 4,4 millions.

En ce début d'année, le président de la République a décidé de jouer au Père Noël. Le patronat passe commande. La générosité sans fin de l'exécutif en place, depuis les 20 milliards d'euros de cadeaux fiscaux jusqu'au récent pacte de responsabilité, a rendu le patronat gourmand et les lobbyistes imaginatifs.

Un objectif affiché : dynamiser définitivement le contrat de travail français au profit d'un contrat de travail libre.

Le principe : embaucher des salariés sans notion de durée (la rupture du contrat de travail pouvant intervenir à n'importe quel moment et, cerise sur le gâteau, aucun recours devant le conseil des Prud'hommes ne sera permis).

La violence des stratégies patronales et des renoncements gouvernementaux mine le «vivre ensemble» et obscurcit toute perspective de sortie de crise.

Face à la situation plus que préoccupante, **il devient urgent de nous mobiliser et d'élever le mouvement social, de rendre visibles nos revendications et d'imposer un changement de cap politique de progrès social contre l'austérité.**

La journée d'actions et de mobilisations du 6 février, premier temps fort de ce début d'année, a donné l'occasion à des dizaines de milliers de salariés d'agir sur les lieux de travail à partir de leurs préoccupations et de participer aux différents rassemblements et manifestations (plus de 150) organisés dans tout le pays.

Le 6 février s'inscrit dans un processus de construction d'un rapport de forces durable pour gagner et satisfaire nos revendications sur les questions de

salaires, d'emplois, de conditions de travail et de protection sociale.

La feuille de route proposée par la Fédération, avec en fil conducteur la tenue d'assemblées générales, l'organisation de congrès de syndicats pour ouvrir les débats avec nos syndiqué(e)s, aura été un élément déterminant dans la participation des métallurgistes à ce premier rendez-vous de lutte.

En parallèle, des luttes de plus en plus importantes se développent dans nos entreprises. A l'image de la lutte des salariés de Géralto à Pont Audemer en grève sur les salaires et suivie par 70% du personnel, ou celle des Savelys toujours sur les salaires, ou encore celle des salariés d'Astrium en bataille pour défendre l'emploi et leur outil de travail. Les exemples se multiplient, nous devons les faire connaître et surtout les valoriser.

Nous avons la responsabilité d'ouvrir des perspectives et faire grandir l'idée qu'il est possible de gagner.

La campagne lancée par la CGT, sur le coût du capital, reste un élément déterminant pour aider nos syndicats, nos syndiqués et plus largement les salariés à sortir de ce sentiment de culpabilisation permanente. Organiser, avec un maximum de syndicats des journées d'études afin d'aider nos militants à s'approprier des enjeux et à construire leurs revendications, reste une priorité.

Exiger l'ouverture des NAO dans l'ensemble de nos entreprises et décider dans nos territoires d'aller à des initiatives de rassemblements devant les chambres patronales, pour exiger l'ouverture immédiate des négociations autour des minima conventionnels, s'inscrit dans le prolongement de la journée d'actions du 6 février et contribue à l'élévation du rapport de forces, pour gagner des avancées sociales. C'est la seule alternative qui vaille et réinvestir dans le collectif, la syndicalisation et les solidarités. La question du renforcement de notre force organisée reste par conséquent un élément déterminant. Halte au fatalisme, place à l'action, à la mobilisation et en avant vers de nouvelles conquêtes sociales.

LA PLACE DES JEUNES DANS LA CGT

L'EXEMPLE DU COLLECTIF D'ARCELOR MITTAL FLORANGE

Il y a deux ans, en pleine bagarre contre la fermeture du dernier haut-fourneau, le syndicat Arcelor-Mittal de Florange a créé un collectif «Jeunes». Interview de Fred Maris, animateur du collectif.



En pleine bagarre contre la fermeture du dernier haut-fourneau, vous avez mis en place un collectif «Jeunes» sur le site de Florange. Qu'est-ce qui a animé votre décision ?

Beaucoup de jeunes salariés sont attachés à notre industrie, à leurs métiers, leurs savoir-faire. Même si l'outil est vieillissant, leur travail et notre industrie représentent quelques choses pour eux. Ils se sont donc retrouvés dans l'action que nous avons menée contre la fermeture du haut fourneau. C'est tout un symbole ici. Pendant la lutte de 2012, le syndicat a fait de nouveaux

adhérents et notamment des jeunes. Alors que notre syndicat comptait beaucoup d'anciens, nous avons besoin de sang neuf. Nous avons donc créé une structure pour mettre en mouvement toute cette énergie. Nous nous sommes inspirés du travail réalisé par nos camarades de Fos sur Mer pour mettre en place un collectif «Jeunes» sur notre site.

Qu'est-ce que le collectif a apporté ?

Le renouvellement de nos adhérents a apporté un nouveau souffle à l'activité syndicale. Pendant la lutte contre la fermeture du haut-fourneau, nous avons organisé de nombreuses initiatives de soutien pour populariser la lutte avec des concerts ou des tournois,... Les anciens, après de nombreuses luttes, étaient un peu fatigués. Notre fougue leur a redonné la pêche. Cette dynamique a relancé la syndicalisation. Nous avons donc, dans la lancée, proposé une formation pour ces nouveaux adhérents. Cela a renforcé un peu plus nos liens et nos connaissances pour aller à la rencontre des salariés. Dans la perspective des élections professionnelles l'an prochain, nous préparons également une formation avec la Fédération pour les futurs élus. Enfin, nous développons nos propres outils de communication et nous sommes notamment très présents sur le web, dans les réseaux sociaux.

Ce n'est pas toujours facile de maintenir l'activité d'un collectif «Jeunes» dans la durée. Est-ce que vous anticipez cette situation ?

Effectivement, il faut faire très attention car, dès que les jeunes prennent des responsabilités dans le syndicat, le collectif a du mal à exister. C'est ce qui s'est passé à Fos. Aussi, fort de cette expérience malheureuse, nous avons fait très attention à Florange. Aujourd'hui, j'ai des responsabilités au sein de la commission exécutive et j'anime le collectif. D'ailleurs, tous les membres du collectif «Jeunes» créé en 2012, continuent d'être actifs, même notre secrétaire du syndicat.

Toujours avec le souci de maintenir une activité syndicale vers les jeunes, nous allons envoyer une délégation aux assises nationales des jeunes à Montreuil en mars prochain. Ce sera notre première participation. Nous allons pouvoir confronter nos expériences de terrain et peut-être trouver un moyen de coordonner nos collectifs même en dehors de la métallurgie. Nous avons besoin de communiquer davantage ensemble. Il faut aussi prendre en compte la question de la formation qui est aussi primordiale pour faire progresser la syndicalisation et la mobilisation.

Assises des «Jeunes syndiqués», 5 et 6 mars 2014 à Montreuil

Lors de notre dernier congrès, la Fédération avait mis en débat la place des jeunes dans notre organisation. Trois ans plus tard, le collectif «Jeunes» organise, les 5 et 6 mars prochains à Montreuil, des assises pour réunir les jeunes adhérents. La syndicalisation et le coût du capital seront au cœur des débats. Ce sera aussi l'occasion de faire le point sur le travail du collectif et les perspectives à venir.

MOBILISATION RECORD CONTRE LES SUPPRESSIONS DE POSTES

Ce n'est pas la crise pour la filière aéronautique, pourtant EADS a annoncé en fin d'année, une grande restructuration pour économiser 815 millions d'euros. 5 800 emplois dans le monde sont menacés. 396 emplois sur 2 500 devraient être ainsi supprimés sur le site d'Astrium Toulouse, qui fabrique des satellites. Salariés et syndicats sont mobilisés depuis. Réunis en AG le lundi 3 février, ils ont décidé de manifester le 6 février. Interview de Michel Molesin, responsable du syndicat CGT du site.

Quelle a été la réaction des salariés à l'annonce du plan de restructuration ?

Nous avons reçu l'information en deux temps. Avant les vacances, nous avons appris le plan dans sa globalité, sans les détails sur la situation dans les sites. Nous avons tout de suite organisé une assemblée générale du personnel avec les autres syndicats. Tous ensemble, nous avons décidé d'un mouvement de protestation, le 20 décembre, à la veille des vacances de Noël devant le CE d'Astrium Toulouse. D'après les chiffres de la direction, nous étions 1 500. Supprimer des emplois alors que notre carnet de commandes est plein et que nous subissons des charges de travail très lourdes, c'est incompréhensible pour les salariés. Le sentiment de colère prédomine. Aussi, en janvier, la direction a annoncé la suppression de 396 postes sur le site. Nous avons donc réunis de nouveau les salariés, vendredi 31 janvier en fin d'après midi. Plus de 1 000 salariés ont répondu présents. Nous avons donc décidé d'une manifestation, jeudi 6 février, devant le siège d'EADS à Blagnac. 20 bus sont programmés. Malheureusement, cette initiative ne se fait pas dans le cadre de la journée d'action nationale afin de ne pas briser le travail d'entente des syndicats. D'autant que les salariés semblent très attachés à l'unité syndicale. Nous ne sommes pas organisés en intersyndicale sur le site. Cela nous permet l'expression de chacun lors des AG.

Quelles sont les propositions de la CGT et comment sont-elles accueillies par les salariés ?

Chaque semaine, nous réunissons les syndiqués pour échanger sur la situation et nos propositions. Nous nous

exprimons contre la suppression d'emplois et nous allons même plus loin en dénonçant le sort réservé aux intérimaires et sous-traitants. Alors que certains syndicats sont frileux en demandant « pas de licenciement sec », nos propositions mettent en avant l'avenir de la filière. Dans ce cadre, nous proposons, par exemple, l'organisation d'une table ronde tripartite avec la direction, les syndicats et l'Etat. Celui-ci doit avoir son mot à dire car il est non seulement actionnaire de l'entreprise, mais c'est aussi un client majeur de l'entreprise. De plus, l'Etat subventionne largement l'entreprise avec le Crédit impôt compétitivité par exemple. Aussi, alors qu'on nous parle de la mise en place d'un pacte de responsabilité, nous attendons des gestes concrets. Après la rencontre d'un conseiller du président, le 9 janvier dernier, lors de la visite d'Hollande, nous attendons toujours une réponse.

Nos propositions sont apparemment appréciées par les salariés. Nous le mesurons grâce aux 22 adhésions nouvelles que nous avons réalisées ces deux derniers mois.

Quelles suites envisagez-vous ?

Nous devons jongler avec les autres syndicats. Par exemple, nous ne sommes pas d'accord sur les suites à donner après le 6. Nous avons proposé une manifestation dans les rues de Toulouse, mais les autres syndicats n'ont pas suivi. A priori, ils seraient d'accord pour organiser une nouvelle assemblée générale après le comité de groupe européen qui a lieu le 20 février prochain.

Les autres sites regardent de près notre mouvement.

Ainsi, EADS France, qui est également impacté par un PSE, s'est associé à notre initiative du 6. Mais malheureusement, seule la CGT sera mobilisée. Il n'y a pas d'intersyndicale. A Suresnes, la CGT organise une AG du personnel rapidement. A Bordeaux, une action est envisagée pour le lundi 10 février. A Elancourt, les syndicats CGT préparent également une initiative.



2014, ANNEE INTERNATIONALE DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN



«2014, année internationale de la solidarité avec le peuple palestinien». C'est ce qu'a proclamé l'Assemblée générale de l'ONU par un vote à une écrasante majorité, le 26 novembre 2013. Alain Pilloux, retraité Renault Automation

Nelson Mandela avait déclaré, en 1997 : «notre liberté demeurera incomplète sans la liberté des Palestiniens». Mahmoud Abbas, Président de la Palestine assistait à ses obsèques, en décembre dernier, mais Benyamin Netanyahu, Premier ministre israélien était absent, trouvant le voyage «trop cher» ! Ce sont plutôt les fondements de la politique israélienne actuelle, expansionniste, colonialiste et proche de «l'apartheid» qui l'en ont dissuadé.

En effet, la situation en Palestine est très critique :

- en Israël, même les Palestiniens d'Israël (ou arabes israéliens) sont discriminés par rapport aux Israéliens d'origine juive.
 - A Jérusalem-Est, le gouvernement israélien mène une politique méthodique d'encerclement des quartiers palestiniens par les colonies (avec la complicité d'entreprises comme Veolia qui gère le réseau de tramways).
- De nombreuses familles palestiniennes sont expulsées, leurs maisons détruites avec interdiction de les reconstruire, ou occupées par des colons extrémistes.
- Il poursuit un mitage systématique de la Cisjordanie avec 700 km de mur en territoire palestinien et l'implantation régulière de nouveaux colons dans les enclaves créées.

Ces colonies illégales emploient des travailleurs palestiniens clandestins avec des salaires et des conditions de travail et de sécurité dégradés.

Cela rappelle étrangement les «bantoustans²» en Afrique du Sud à l'époque de l'Apartheid.

- La vallée du Jourdain est annexée à 95 %, sous contrôle militaire israélien.

Les villageois palestiniens ont interdiction de construire en dur, l'eau leur est rationnée. L'armée expulse les habitants de leur village et met leurs terres à disposition de colons qui pratiquent une agriculture intensive avec irrigation. Un nombre de plus en plus important de paysans palestiniens n'ayant plus de revenu sont obligés de travailler dans ces colonies, où ils sont surexploités, sans contrat. On assiste aussi à un développement important du travail des enfants.

Gaza est toujours étranglée par le blocus israélien et l'étau s'est encore resserré du côté égyptien après la prise de pouvoir des militaires. La centrale électrique reconstruite ne peut fonctionner faute de carburant.

1,6 million de Gazaouis sont privés d'eau potable. A l'Est, Israël ponctionne les nappes phréatiques à la source et y rejette délibérément ses eaux polluées, à l'ouest l'eau de mer s'y infiltre. On estime qu'en 2016 les nappes souterraines deviendront inutilisables si la situation actuelle n'est pas radicalement modifiée.

Le peuple palestinien, qui résiste depuis plus de 50 ans, développe des formes nouvelles de lutte. En particulier, toutes les semaines sont organisées, dans nombre de villages, des manifestations non-violentes pour récupérer

les terres volées et faire respecter leurs droits, avec la participation d'Israéliens anticolonialistes et d'internationaux. La répression israélienne est féroce : arrestations, grenades lacrymogènes, balles en caoutchouc... provoquant continuellement des morts et de nombreux blessés. A ce jour, plus de 5000 Palestiniens croupissent dans les prisons israéliennes, dont 220 enfants, 200 en « détention administrative », sans jugement pendant des mois voire des années.

L'Union européenne et les Etats-Unis (comme vis à vis de l'Afrique du Sud à l'époque de l'Apartheid), portent une responsabilité écrasante dans cette situation, car elles cautionnent la politique expansionniste et colonialiste d'Israël. Bien plus, l'Union européenne a admis Israël comme Etat associé.

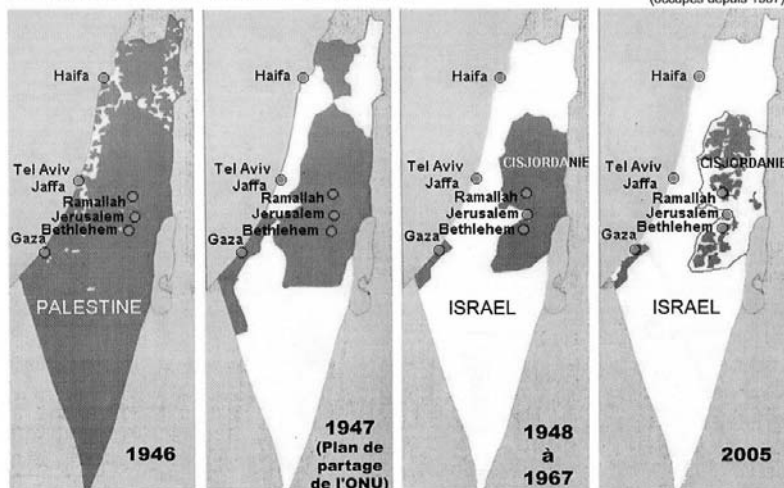
Pour mettre fin à cette situation, arrêter la colonisation et obliger Israël à respecter le droit international et les droits des Palestiniens, la société civile doit faire pression sur les gouvernements.

C'est pourquoi, la CGT a lancé avec 3 autres organisations syndicales européennes, en mars 2013, un appel pour que les pays européens prennent des mesures concrètes contre la colonisation israélienne :

- l'interdiction d'entrée des produits des colonies dans les pays européens.
- la non admissibilité des entreprises produisant dans les colonies à tous les protocoles et programmes de coopération européens.
- l'application des principes directeurs de l'OCDE et de l'ONU (Pacte mondial) en matière de responsabilité so-

La Palestine de 1946 à nos jours

■ Territoires palestiniens (occupés depuis 1967)



ciala des entreprises, de gouvernance et de droits de l'Homme aux sociétés européennes.

- la suspension de l'accord d'association UE-Israël tant que les conditions d'application ne sont pas réunies.

Il y a urgence à multiplier, à renforcer les pressions et les sanctions contre la politique israélienne. Pour cela, la CGT appelle ses organisations et les citoyens à se mobiliser pour le respect du droit international, contre l'exploitation de la main d'oeuvre dans les territoires occupés et à agir pour des mesures de solidarité, de justice et de paix.

¹ Apartheid : « développement séparé » système raciste pratiqué en Afrique du Sud de 1948 à 1999, destiné à assurer la suprématie absolue des Blancs et diviser les autres ethnies.

² Bantoustan : « Réserve » où les Noirs étaient parqués à l'époque de l'Apartheid et d'où ils ne pouvaient sortir qu'avec un permis de travail et pour un temps limité pour aller travailler dans les zones « blanches » .





PARUTION
LE 27 JANVIER 2014

6€
au lieu
de 6,50€

LES www.vo-impots.com
 + Guide des frais réels
 + Courriers types
 + Actualités de dernière minute
 + Simulateur de calcul
 ▶ Code d'accès au site OFFERT dans ce magazine !



NOTES
 ▶ Qui paye plus ? Qui paye moins ?
 ▶ Ce qui change pour vous : le quotient familial, abattements...
 ▶ Dossier : l'impôt sur le revenu, un système fiscal plus efficace.



Bon de commande VO Impôts 2014

Fédération

(Ecrire en lettres capitales, merci)

Passez votre commande*

Code article 03140117 / Prix unitaire : 6€

Nbr. ex. x 6€ = €

Ci-joint :

Chèque n°

Banque

A l'ordre de La Vie Ouvrière

* Les invendus ne sont pas repris

SOCIÉTÉ

(à préciser si nécessaire à l'expédition)

NOM

PRENOM

N° RUE

CODE POSTAL VILLE

TÉL FIXE

TÉL PORTABLE

COURRIEL

Vous pouvez aussi commander sur www.nvo.fr

BON DE COMMANDE À ADRESSER À : Nouvelle SA La Vie Ouvrière - Case 600

263, rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex. Tél. : 01 49 88 68 50 - 01 49 88 69 60 / Fax : 01 49 88 68 66

Suivez l'actualité de la VO Impôts et de la NVO sur Facebook et Twitter

